

Notes , Commentaires et Analyses

N° 1 Mai 2020

Enfin la soutenabilité forte ? Economie hétérodoxe et monde post-Covid 19 (an 2020)

- 9 avr. 2020
- **Par Bruno Boidin**¹
- Professeur des Universités – U. de Lille

Les économistes hétérodoxes occupent une place importante dans les débats sur la crise sanitaire 2020. Une question cruciale est de savoir quel modèle de développement nous voulons. La distinction entre la durabilité faible associée à l'économie standard et la durabilité forte inscrite dans la vision hétérodoxe apporte des éléments de réflexion sur les futurs possibles.

La crise sanitaire mondiale engendrée par le SARS-CoV-2, à l'origine de l'affection Covid-19, a d'ores-et-déjà fait l'objet d'une multitude d'articles et de points de vue émanant de la communauté scientifique. La place des économistes et, plus largement, des chercheurs en sciences humaines et sociales est particulière dans cette profusion d'écrits car elle est, comme sur beaucoup d'autres sujets, révélatrice d'une grande diversité d'interprétations de la crise actuelle et des perspectives qui en découlent. En effet, la science économique, comme d'aucuns aiment à la qualifier pour en souligner l'unicité, est en réalité hétérogène. L'économie est une science molle, soumise à des hypothèses contradictoires, traversée par des controverses et des clivages.

L'une de ces controverses est particulièrement exacerbée par la crise sanitaire qui touche l'humanité en 2020: quel modèle de développement voulons-nous ? Et plus radicalement encore, voulons-nous d'un modèle de développement ? Des questions qui n'ont jamais disparu des recherches en économie du développement, tant il est vrai que cette notion demeure une invention occidentale (Rist, 1996) et questionne par son caractère normatif.

Explorons ces questions au regard de la situation inédite engendrée par la crise sanitaire vécue par le monde en 2020 à partir de la pandémie du Covid-19.

¹ Egalement membre de la direction du réseau Maghtech

Tout d'abord, un constat : la pandémie et ses conséquences sur nos modes de vie ont profondément libéré la parole des économistes hétérodoxes. Ces derniers ont posé sur cette crise leur regard critique du capitalisme mondialisé et, derrière celui-ci, d'une économie essentiellement fondée sur le référentiel du marché. A cet égard, la position intrinsèquement critique des économistes hétérodoxes sur le capitalisme financiarisé et sur la dérégulation des économies engagée depuis les années 1980 (voir par exemple Rocca 2020) trouve un point de jonction avec les travaux des chercheurs d'autres disciplines : sociologie et philosophie (Latour, 2020, Rosa, 2020), anthropologie (Kalaroa, 2020), science politique (Callon et Lascoumes, 2020), histoire (Hartog, 2020), pour ne citer que ces quelques exemples de points de vue. Le message est commun : fragilité du capitalisme mondialisé et libéral, nécessité d'un ralentissement du rythme des activités humaines (économiques et non économiques), d'une consommation recentrée autour des besoins fondamentaux, d'une relocalisation d'une partie de la production.

Or ce message est profondément convergent avec les débats qui traversent depuis plus de trente ans l'économie du développement durable et, plus largement, la recherche sur le développement durable conduite dans plusieurs disciplines. En effet, alors que l'expression « développement durable », diffusée à partir du Rapport Brundtland (commission mondiale sur l'environnement et le développement, 1987), n'a jamais été autant éparpillée autour de visions hétérogènes, la crise sanitaire Covid-19 de 2020 repose au centre des débats la question du modèle de développement que nous voulons. Et le concept de développement durable, bien que controversé et n'épuisant nullement à lui seul les débats sur le développement, cristallise par excellence cette question, comme je vais le développer à travers deux points : d'une part, si l'on veut mettre des mots sur la crise sanitaire 2020, il faut bien prendre position entre une vision radicale des transformations nécessaires (la soutenabilité forte, ou pour certains mouvements encore plus radicaux, la décroissance) et une vision qui réformerait à la marge le système capitaliste (la soutenabilité faible). D'autre part, si l'on s'oblige à penser un futur qui sera traversé par d'autres crises (sanitaires, environnementales, économiques, sociales...), il est nécessaire d'envisager les leviers par lesquels pourrait passer une adaptation (ou une bifurcation radicale) de nos économies face à ces événements.

Mettre des mots sur la crise actuelle : une crise de soutenabilité faible ou de soutenabilité forte ?

Même si la distinction entre durabilité faible et durabilité forte (j'utilise indifféremment les mots « soutenabilité » et « durabilité ») est pour le moins imparfaite et contestable (cf. Lejeune et Guimont, 2019), il me semble qu'elle demeure largement opératoire pour distinguer deux grands modes de pensée du développement. D'un côté, la durabilité faible s'inscrit dans le sillage de l'économie orthodoxe qui inspire amplement les politiques conventionnelles dominantes depuis les années 1980 : l'expression « durabilité faible » évoque en effet l'idée d'une faible spécificité de l'environnement (biens naturels, paysages, climat...), et même du social (santé des populations, épanouissement des personnes, éducation, culture...) par rapport à d'autres biens ou segments de la production humaine. En conséquence, le modèle de l'économie associé à cette vision demeure essentiellement axé sur une correction plus ou moins forte des effets négatifs de la croissance sur l'environnement : recherche d'une « croissance verte », stimulation de la concurrence pour les technologies à moindre impact environnemental et supposées créer des emplois, « business as usual » voire même économie circulaire dans sa version libérale où les investisseurs ne se lancent dans un projet économique que si son coût-bénéfice est rapidement avantageux (Figuière, Boidin, Diemer, 2018). Contre cette approche, la soutenabilité forte considère que la substituabilité des biens environnementaux (et par

extension sociaux) avec d'autres est faible : ils sont uniques et foncièrement différents des biens marchands. Ils sont peu monétarisables voire incommensurables car leur apport à la société est avant tout lié à un usage non consumériste. En conséquence, un appel au changement radical de système économique est associé à cette approche de soutenabilité forte puisqu'elle prend ses distances avec la valorisation marchande (de la terre, de la santé, des connaissances...) qui a de plus en plus dominé l'économie à travers le monde.

Même si des débats subsistent chez les économistes hétérodoxes sur le sens à donner à la soutenabilité forte et sur sa pertinence comme critère d'identification de l'économie hétérodoxe (Boisvert, Carnoye, Petitimberty, 2019), il me semble que la soutenabilité forte reste un référentiel foncièrement hétérodoxe. En effet, elle permet d'imaginer un monde dans lequel la sphère économique, inventée par l'espèce humaine donc finalement héritière de ses limites, serait ré-encadrée dans la temporalité de la nature (et dans celle du corps humain et de son rythme naturel) et lui serait soumise. Or, la crise sanitaire 2020 n'est pas exogène à l'économie : elle illustre au contraire une relation directe entre les activités économiques humaines et les dérèglements de la nature. Elle pose donc la question des limites de l'intelligence humaine (individuelle ou collective) pour comprendre les conséquences des activités humaines à long terme. Car de nombreux coronavirus ne sont pas que le résultat d'un choc imprévisible et de la malchance. Ils sont au contraire transmis à l'humanité par la conjonction de deux ambitions humaines : d'une part, le développement de l'élevage d'animaux destinés à l'alimentation, d'autre part, les prédatrices sur la nature telles que par exemple la déforestation visant à libérer des terres pour les élevages ou l'exploitation agricole ; cette déforestation engendrant à son tour une migration des espèces animales sauvages porteuses du virus vers les zones habitées par les animaux d'élevage et l'espèce humaine. La transmission résulte donc à la fois d'une réaction de repli des espèces menacées à travers la migration qui les rapproche des animaux transmetteurs à l'espèce humaine et d'une mondialisation accélérée des denrées alimentaires (animales et végétales) qui, en se standardisant, réduisent à la fois la biodiversité et la résistance aux virus.

En somme, la soutenabilité forte appelle, contrairement à la soutenabilité faible, à une rupture radicale avec le système économique dominant. Elle repose en effet sur l'impossibilité d'une manipulation de la nature sans conséquences en chaîne sur les écosystèmes et leurs dégâts collatéraux sur les économies et les sociétés. A cet égard elle s'inscrit pleinement dans l'économie hétérodoxe.

Identifier les leviers d'une société soutenable

La littérature économique hétérodoxe a accumulé une riche tradition critique sur le capitalisme. Ainsi, pour ne citer que ce courant de pensée, l'école française de la régulation fournit une grille d'analyse de l'histoire du capitalisme comme une succession de crises et de changements de modes de régulation et de régimes d'accumulation. Ces travaux me semblent bien éclairer la situation actuelle : le régime capitaliste financiarisé domine les économies avec souvent l'appui ou la passivité des élites politiques au pouvoir, adossées à des élites financières et économiques dont l'intérêt est de soutenir ce régime. Les rentes de situation (brevets, défiscalisation, ententes entre groupes, lobbying pour la baisse du coût du travail ou des investissements publics sociaux...) ont considérablement transformé les économies en augmentant le patrimoine des globalisateurs, « ceux qui depuis le milieu du XX^{ème} siècle ont inventé l'idée de s'affranchir des contraintes planétaires » (Latour, 2020). Amable et Palombarini (2009) ont analysé la façon dont le changement social ne se produit que lorsque certains groupes y trouvent un intérêt et sont suffisamment dominants pour que le nouvel équilibre leur convienne. L'équilibre politique

n'est alors pas une situation satisfaisante pour tous, ni même une garantie d'intérêt général sous l'impulsion de l'Etat, elle est simplement un équilibre stable où les minorités sont ordinairement tenues à l'écart des décisions par de la violence symbolique, économique-financière voire militaire. Les leaders politiques sélectionnent parmi les différentes demandes sociales celles qui seront satisfaites et celles qui ne le seront pas.

Les pouvoirs publics n'ont pas favorisé une société soutenable

Or les trente dernières années me semblent illustrer le choix des pouvoirs publics occidentaux de n'avoir pas pris en compte les demandes sociales tournées vers la solidarité entre vivants (la démondialisation des produits n'est pas une remise en cause de la rencontre entre peuples comme principe de vie), la relocalisation de la production, la recherche d'une société recentrée vers les besoins (un environnement sain, un rythme calé sur celui du temps long et de la lenteur plutôt que sur l'immédiateté et la vitesse, une préoccupation croissante de retrouver le contrôle de nos actes les plus élémentaires : respirer, regarder, manger, se déplacer, travailler, se reposer...). En fin de compte, les globalisateurs cherchant à mondialiser les échanges de produits et les flux financiers pour en tirer une rente ont vu leur demande sociale satisfaite, à l'inverse des tenants d'un ré-encastrement de l'économie dans le social et dans l'environnement naturel. Pour étayer cette idée, je reprends en les actualisant les réflexions que j'avais conduites avec Sandrine Rousseau (Boidin, Rousseau, 2011).

A l'époque, nous essayions de définir les conditions d'une transition vers un capitalisme soutenable. Le choix d'envisager un futur inscrit dans la continuité du capitalisme ne venait pas d'une attirance ni même d'une sympathie particulière pour ce régime économique. Il résultait plutôt d'un constat : le capitalisme est dominant et il est peu probable que nous en sortions, malgré toutes les turbulences, les incohérences et les violences intrinsèques à ce régime. Cette hypothèse rejoint celle qu'a formulé Craig Calhoun en 2016 dans un ouvrage collectif co-édité par Immanuel Wallerstein, l'un des économistes ayant inspiré le mouvement altermondialiste. Le titre de cet ouvrage posait une question simple : le capitalisme a-t-il un avenir ? Et la réponse de Craig Calhoun était affirmative : le capitalisme ne s'éteindra pas, il ne s'effondrera pas mais sera transformé par l'essor d'autres types d'organisation économiques, pour l'heure encore marginales mais appelées à se développer parallèlement aux activités capitalistes.

C'est cette même idée que nous explorions en 2011 en partant d'un chemin différent : celui des leviers de concrétisation de la critique écologique du capitalisme. Dix ans après, la multiplication des crises globales dans plusieurs domaines (santé, environnement, finance...) et débouchant toutes sur une remise en cause accélérée du capitalisme mérite de revenir sur ces différents leviers.

Pour examiner les leviers d'une réduction de notre impact environnemental, il est utile de revenir à l'un des travaux de référence sur les causes de la dégradation environnementale : le modèle IPAT (Ehrlich et Holdren, 1974), repris et commenté par de nombreux auteurs (Alcott, 2008). Ce modèle identifie trois grandes composantes de pression sur l'environnement : P, l'effectif de la population (plus elle augmente, plus l'impact humain sur l'environnement est élevé) ; A, la consommation individuelle (*affluence* en anglais) et T, la technologie. Le mécanisme est résumé par l'équation $I = PAT$ (ou I fonction de P, A et T), indiquant que chacune des trois composantes exerce un rôle en termes d'impact environnemental (I).

Si l'on admet que la démographie (facteur P) soulève des questions éthiques majeures (qui peut décréter et imposer le niveau souhaitable de croissance démographique ?) et que les effets du

facteur technologique (T) sont particulièrement ambigus (les technologies dites vertes sont-elles véritablement sources de réduction de l'impact sur l'environnement à l'échelle globale ? où sont-elles soumises à un effet rebond voire un double effet rebond?)[1], il semble que les comportements de consommation (la variable A, si on l'enrichit par l'étude des évolutions des modes de vie plutôt que de la réduire au niveau de vie) suscitent des espérances de changement.

Les consommateurs peuvent-ils devenir un groupe dominant en faveur d'une société soutenable ?

La mobilisation des consommateurs comme sources de changement est en effet une idée régulièrement portée par les mouvements citoyens et les chercheurs depuis les trente glorieuses. Les consommateurs sont volontiers qualifiés de citoyens avec la prise de conscience de l'urgence écologique et des impératifs d'équité sociale. Mais pour différentes raisons tenant à un compromis sociopolitique dominant, les étoiles ont semblé jusqu'à maintenant peu alignées vers une prise de conscience de masse au sein des consommateurs. Parmi ces raisons figurent notamment les difficultés pratiques d'un changement de comportement : l'effort d'un changement d'habitudes quotidien se heurte à l'inertie des paramètres du système : accélération de la péri-urbanisation favorisant les transports en voiture, insuffisance concomitante des transports en commun, poursuite des programmes de concentration des lieux d'achat (hypermarchés) en lieu et place d'une relocalisation, réduction des prix des trajets internationaux...les forces économiques profitant de la consommation de masse et de l'accélération des déplacements (et du temps, dirait le sociologue allemand Hartmut Rosa, 2013) sont puissantes et les acteurs publics ont opposé une faible résistance à ce mouvement de fond consumériste. En outre, le double effet rebond de la consommation (cf. note 1) lié à la mondialisation des échanges et la standardisation des produits consommés fait son œuvre : les populations des pays émergents prennent le relai de la consommation des pays riches lorsque le prix des produits devient abordable, entretenant alors (voire accélérant comme c'est le cas de l'élevage porcin ou bovin destiné à la consommation humaine) la spirale de la déforestation et de la production de masse destructrices d'environnement. Du côté des consommateurs, il existe donc un encastrement, voulu ou non, conscient ou inconscient, dans des valeurs dominantes accentuées par le capitalisme libéral : concurrence, compétition, profit et recherche d'une consommation de compensation de l'angoisse ou d'ostentation. Les individus ne peuvent s'y soustraire qu'à un prix (financier, temporel, psychologique...) élevé. Dans ce paysage, la responsabilité sociale des entreprises (RSE), érigée en slogan par certains groupes, fait reposer le changement sur la bonne volonté des firmes supposées poursuivre à la fois leur intérêt économique et celui de la société. Mais la RSE n'est pas le développement durable (Quairrel, Capron, 2013) et demeure largement axée sur une vision instrumentale (la RSE source de nouvelles opportunités de marché) qui finalement est parfaitement compatible avec le « business as usual ».

En somme les Etats, en étant devenus des agents économiques adeptes du *new public management* (l'application des normes de gestion et de performance à tous les segments de l'économie, y compris publique et non marchande) ont joué un rôle central dans la position dominée des consommateurs. A cet égard le compromis socio-politique n'est pas convergent avec l'intérêt général puisqu'il bride largement l'expansion de la sphère de la consommation citoyenne et éclairée.

La force des faibles

Il reste cependant une force considérable aux consommateurs : ils sont partout et dans toutes les strates des sociétés puisqu'ils sont l'humanité : ouvriers, enseignants, infirmiers, fonctionnaires, entrepreneurs, étudiants, cadres commerciaux, personnes sans emploi, retraités... on pourrait imaginer que chacune et chacun, en tant que personne, dans les marges de manœuvre dont elle/il dispose, définisse individuellement ce à quoi elle/il tient vraiment et ce à quoi elle/il est prêt à/souhaite renoncer. La grille de positionnement de Bruno Latour (2020) est un bel exemple d'une telle proposition. Le philosophe propose en effet une aide à l'auto-description à partir d'une liste d'activités qui nous manquent cruellement ou auxquelles nous sommes au contraire heureux d'échapper en période de crise aigüe telle que celle vécue lors de la pandémie du Covid 19 – 2020. Evidemment, pour que cette perspective ne devienne pas une affaire de privilégiés, elle devrait intégrer une réflexion sur les biens communs que chacun considérerait comme essentiels et sur les activités qui, au contraire, créent de telles nuisances que les services qu'elles rendent sont totalement compensés par les effets pervers engendrés. On touche là une question cruciale qui taraude les économistes hétérodoxes : quelle production arrêter et que produire désormais ? Cette question est également au cœur de l'économie du développement quand elle s'interroge sur ses propres fondements : pourquoi développer, que développer et pour qui développer ?

Références

Alcott Blake (2008), "The sufficiency strategy: would rich-world frugality lower environmental impact?", *Ecological Economics*, 64, p. 770-786.

Amable Bruno, Palombarini Stefano (2009), « A Neorealist Approach to Institutional Change and the Diversity of Capitalism ». *Socio-Economic Review*. 7 (1): 123–143.

Boidin Bruno, Rousseau Sandrine (2011), « Quelle transition vers un capitalisme soutenable ? Limites des actions volontaires et rôle des acteurs publics », *Revue Française de Socioéconomie*, n° 8, second semestre, p. 187-204.

Boisvert Valérie, Carnoye Leslie, Petitimbart Rémy (2019), « La durabilité forte : enjeux épistémologiques et politiques, de l'économie écologique aux autres sciences sociales » », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 10, n°1 | Avril 2019, mis en ligne le 04 avril 2019, consulté le 07 avril 2020. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/13837> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.13837>

Calhoun Craig (2016), Ce qui menace le capitalisme aujourd'hui. In Immanuel Wallerstein, Randall Collins, Michael Mann, Georgi Delurgian, Craig Calhoun et al., *Le capitalisme a-t-il un avenir ?* Paris : La découverte.

Callon Michel, Lascoumes Pierre (2020), « Covid-19 et néfaste oubli du principe de précaution », *AOC*. <https://aoc.media/analyse/2020/03/26/covid-19-et-nefaste-oubli-du-principe-de-precaution/>

Commission Mondiale pour l'Environnement et le Développement, (1987) (1988 pour la version française), « *Notre avenir à tous* » (Rapport Brundtland), Éditions du Fleuve et Publications du Québec, 432. p.

Ehrlich Paul, Holdren John (1974), « Impact of Population Growth », *Science*, 171, p. 1212-1217.

Figuière Catherine, Boidin Bruno, Diemer Arnaud (2018), *Economie politique du développement durable*. Louvain-la-Neuve : De Boeck

Hartog François (2020), « Trouble dans le présentisme : le temps du Covid-19 », *AOC*. <https://aoc.media/analyse/2020/03/31/trouble-dans-le-presentisme-le-temps-du-covid-19/>

Kaloroa Bernard (2020), « Coronavirus : un mal pour un bien ? », *AOC*. <https://aoc.media/opinion/2020/03/23/coronavirus-un-mal-pour-un-bien/>

Latour Bruno (2020), « Imaginer les gestes-barrières contre le retour à la production d'avant-crise », *AOC*. <https://aoc.media/opinion/2020/03/29/imaginer-les-gestes-barrieres-contre-le-retour-a-la-production-davant-crise/>

Lejeune Caroline, Guimont Clémence (2019), « Usages et mésusages de la durabilité forte. Introduction au dossier « Regards disciplinaires et perspectives critiques sur la durabilité forte en SHS » », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 10, n°1 | Avril 2019, mis en ligne le 04 avril 2019, consulté le 08 avril 2020. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/13771> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.13771>

Quairel Françoise, Capron Michel (2013), « Le couplage “responsabilité sociale des entreprises” et “développement durable” : mise en perspective, enjeux et limites », *Revue Française de Socio-Economie*, 2013/1, n° 11, p. 125-144.

Rist Gilbert (1996), *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*. Paris : Presses de la FNSP.

Rocca Michel (2020), « L'impact économique global du covid-19 : l'économiste est nu...ou presque », Blog Mediapart, 30 mars 2020. <https://blogs.mediapart.fr/michel-rocca/blog/300320/l-impact-economique-global-du-covid-19-l-economiste-est-nu-ou-presque-3>

Rosa Hartmut (2013), *Accélération. Une critique sociale du temps*. Paris : La Découverte.

Rosa Hartmut (2020), « Le miracle et le monstre. Un regard sociologique sur le coronavirus », *AOC*. <https://aoc.media/analyse/2020/04/07/le-miracle-et-le-monstre-un-regard-sociologique-sur-le-coronavirus/>

[1] « L'effet rebond » technologique (*rebound effect*) est initialement mis en exergue par l'économiste William Stanley Jevons en 1865 à partir du cas du charbon en Angleterre. On parle de paradoxe de Jevons. Selon cet effet, l'accroissement de l'efficacité technologique, bien qu'ayant *a priori* un impact positif de préservation de l'environnement (en réduisant sa consommation par unité produite), aurait *in fine* un effet net négatif, dû à la baisse du coût unitaire de production qui se reporterait sur une baisse du prix et un accroissement de la demande. Plusieurs travaux ont été consacrés à l'effet rebond dans le contexte contemporain de

fortes dégradations environnementales. L'analyse de Alcott (2008) est intéressante car elle montre que, face à l'effet rebond technologique, la stratégie de « frugalité » (sufficiency strategy) n'est pas une solution car il existerait également un deuxième effet rebond dans ce domaine : le comportement de décroissance de consommation d'une partie nantie de la population se traduirait par une diminution de la demande, suivie d'une baisse des prix engendrant à son tour une hausse de la consommation des populations moins aisées.

Source Mediapart